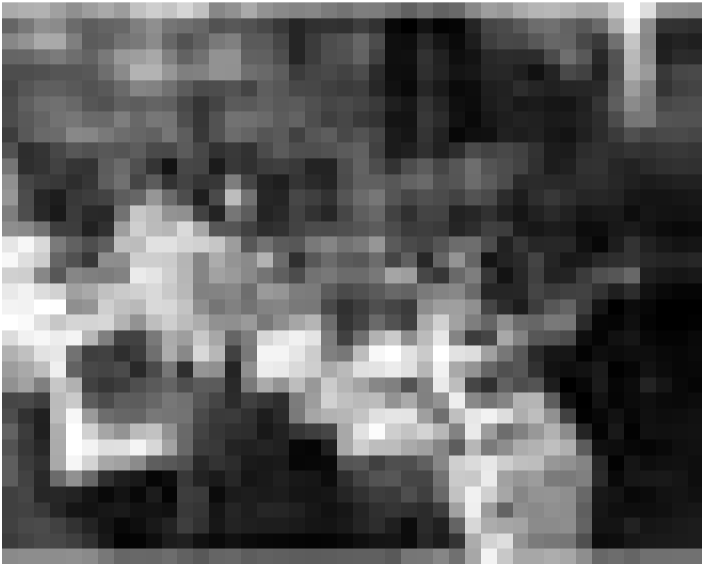


POLITIS

Que l'aventure continue!

Le journal alternatif et engagé Politis se retrouve dans des difficultés financières et risque de disparaître. Nous reproduisons un appel du cofondateur Bernard Langlois.

Créer et maintenir en vie le plus longtemps possible un journal (en l'occurrence hebdomadaire) engagé sans être partisan: tel est le défi que nous avons relevé à quelques-uns, à la fin des années quatre-vingt, quand il était déjà évident qu'une presse aux mains des puissances financières et soumise à la publicité ne pouvait que délivrer un message univoque, celui de la bien nommée "pensée unique". Pour lancer Politis, nous avons donc fait le pari de nous appuyer sur ses seuls lecteurs potentiels, ceux qui refusent



La rédaction espère que la souscription pour rassembler un million d'euros sera un succès, comme lors du lancement du journal. (photo: Politis no 921)

de se soumettre à la prétendue inéluctabilité du marché-roi (et tout ce qui en découle, en vrac: course au profit, mondialisation, délocalisations, creusement des inégalités, chômage de masse, démantèlement des services publics, ghettoïsation des banlieues, déshérence des zones rurales, dégradation de l'environnement, stigmatisation de nouvelles "classes dangereuses" à forte connotation raciste, acceptation honteuse de l'imperium yankee et soumission à ses visions géopolitiques mortifères, etc.).

C'était donc en 1987. Nous n'avions pas d'argent, juste quelques piécettes au fond de nos tirelires que nous avons mises dans le pot commun pour créer une SARL destinée à piloter le projet. À l'automne 87, nous lançons, après l'acceptation de notre dossier par la COB (commission des opérations en bourse), un appel public à l'épargne portant sur 6 millions de francs à souscrire par actions nominatives de 500 F. Nous avions, pour réussir, une date butoir, la mi-mars. Jusqu'à cette date, les sommes recueillies étaient bloquées et, en cas d'échec, devaient être remboursées. Le lancement était prévu en janvier (nous ne doutions de rien!), et dès novembre nous avions engagés de gros frais: location d'un local, achat de matériel, premières embauches.

Fin décembre, seulement un gros quart de la somme avait été souscrite: il restait encore deux mois et demi pour boucler, mais comment tenir en l'absence d'un produit et de sa mise en vente, puisque nous ne pouvions

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION
"LIBERTE DE CONSCIENCE" A.S.B.L.
Ont l'immense tristesse de vous annoncer le décès en date du 11 octobre 2006 de

Monsieur
Alexandre Marius Dees de Sterio
Membre du comité de notre association

Nous garderons toujours en mémoire son dévouement pour la cause laïque.
En ces douloureux moments nos pensées vont à ses proches avec le souvenir de tout ce que sincèrement nous lui devons.

toucher à l'argent de la souscription? Il fallait lancer le journal, dans le vide, sans être sûr du résultat final et faire tourner la boutique avec l'argent des premières rentrées des ventes. Mais avec quels sous? Dures semaines! Je sollicitais deux prêts, de 200 000 francs chacun, auprès de deux vagues connaissances fortunées, m'engageant à les rembourser dès la totalité du capital réunie et disponible (ce qui fut fait). Et le 21 janvier 1988 paraissait le premier numéro de Politis, avec en couverture le thème du dossier: "La France manque d'immigrés" (nous étions déjà à l'époque en pleine poussée d'urticaire lepéniste) (1)! Quelques semaines plus tard, les six millions étaient souscrits, et au-delà - puisqu'il a même fallu refuser, et rembourser, un million et demi d'excédents, c'est la loi ...

Belle aventure, non? Nous avons donc eu raison d'être confiants: il y avait bien, dans ce pays, assez de gens pour refuser ce qu'on présentait partout comme inéluctable ("la seule politique pos-

sible"), assez de gens pour croire en un projet de journal libre, engagé, fier, pauvre et ramant à contre-courant des idées reçues.

Ce soutien de nos lecteurs est notre viatique. Depuis bientôt vingt ans. C'est pourquoi je crois dur comme fer qu'une fois encore ils sauront nous tirer d'une mauvaise passe. Ce n'est pas encore gagné, la mobilisation doit se poursuivre: au rythme où elle a démarré, je parie sur la réussite. Toute l'équipe est soudée dans l'effort, derrière Denis Sieffert, qui tient bon les rênes.

Et une chose, voyez-vous, me met en joie - moi qui suis aujourd'hui à distance -, c'est de constater comme cette équipe, dont la plupart des membres n'ont pas connu la gestation et les débuts de Politis, découvre à son tour la force et l'enthousiasme qui furent les miens à l'époque (2). Quoi de plus réconfortant que de se dire: on ne travaille pas pour les murs!

(1) Un lecteur de la première heure, qui vient d'ap-

porter son concours à la souscription actuelle, m'écrit: "J'ai encore ce souvenir d'un vieil Arabe souriant à la une du premier numéro, qui m'avait tenu chaud pour l'hiver ..."

(2) Exemple: un message, ce lundi matin, de Brigitte (la chouette fille que vous avez au téléphone quand vous appelez au journal, et qui est bien plus qu'une standardiste!): "... À part ça, dès que le sac (de plus en plus lourd) de courrier arrive, vers 11h, je me précipite sur les chèques et les tonnes de lettres et de petits mots super sympas. C'est impressionnant et génial. Du coup, sandwich tous les midis, parce que là-haut, ils veulent les chiffres et vite. Mais j'adore!"

Bernard Langlois
Titre et chapeau: woxx

Pour en savoir plus:
www.pour-politis.org

Avis

Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Poste vacant, recrutement par voie externe.

Le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle organisera prochainement un examen-concours pour l'admission au stage de bibliothécaire-documentaliste (m/f) pour les besoins du Lycée technique agricole d'Ettelbruck

Les candidats doivent:

a) être détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;

b) avoir accompli avec succès un cycle complet de quatre semestres au moins d'études spéciales supérieures dans le cadre de la formation de bibliothécaire ou de documentaliste ou bien avoir fait quatre se-

mestres d'études universitaires au moins en vue du professorat de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique.

La connaissance des langues luxembourgeoise, allemande, française et anglaise est indispensable.

Les candidats à l'examen-concours feront parvenir leur demande pour le 15 novembre 2006 au plus tard au Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, Service du Personnel des écoles, bureau 114, 29, rue Aldringen, L-2926 Luxembourg.

Les demandes seront accompagnées des pièces suivantes:

- une copie certifiée conforme des diplômes et des certificats sanctionnant les études accomplies;
- un extrait de l'acte de naissance,
- un certificat de nationalité;
- un extrait récent du casier judiciaire,
- un certificat d'inscription aux listes électorales.

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez

vous adresser au Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, tél.: 478-5131, ou auprès du Lycée technique agricole, tél.: 81 85 25-210.

Avis concernant l'enquête sur les vacances et les voyages d'affaires durant le 3e trimestre 2006

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive 95/57/CE du Conseil de l'U.E. le STATEC effectuera dans le courant des huit prochaines semaines une enquête par sondage sur les vacances et les voyages d'affaires effectués durant les mois de juillet, août et septembre 2006. L'exécution du sondage terrain a été confiée par le STATEC, à l'ETI (Europäisches Tourismus Institut GmbH an der Universität Trier).

Il est donc possible que vous soyez contactés par téléphone dans les huit semaines à venir entre 18:00 et 21:00 heures (du lundi au vendre-

di) ou entre 10:00 et 16:00 heures (les samedis) par un des enquêteurs de l'ETI qui vous posera des questions sur les modalités de vos vacances ou des voyages d'affaires que vous avez effectués durant les mois de juillet, août et septembre 2006.

Les réponses individuelles au sondage ne sont ni divulguées, ni utilisées dans un but fiscal. Elles sont couvertes par le secret statistique conformément aux stipulations de l'article 7 de la loi du 9 juillet 1962 portant institution du STATEC.

Contacts: Mme Nicole Thines: tél: 478-4265 / M. André Wagener: tél: 478-4371 / M. Bert Hallerbach (ETI) 0049 651 978 6614

Ministère de l'Environnement
Administration de l'environnement

Vacances de poste

L'Administration de l'environnement se propose d'engager pour le service des économies d'énergie de la division

Air/Bruit un employé D (m/f) à tâche complète pour la période du 01.11.2006 au 15.02.2007.

Conditions à remplir:

- parler les langues luxembourgeoise, allemande et française,
- formation: diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques.

Documents à présenter:

- une demande écrite avec curriculum vitae,
- un extrait de l'acte de naissance,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie du diplôme ou de l'attestation portant sur les études reconnues équivalentes par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions sur avis d'une commission des équivalences administratives.

Une bonne connaissance du traitement de texte ainsi qu'une expérience professionnelle constituent un avantage. Une première sélection sera effectuée sur base des demandes.

Les dossiers de candidature

sont à remettre à l'Administration de l'environnement, 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, pour le 27 octobre 2006 au plus tard.

Poste vacant

La Direction de la Santé procède à l'engagement à mi-temps et à durée déterminée

d'un orthophoniste m/f

pour les besoins du Service Audiophonologique. La préférence sera donnée au candidat m/f qui parle le luxembourgeois et qui peut se prévaloir de connaissances dans le domaine de l'appareillage audio-prothétique. Des renseignements supplémentaires pourront être demandés par téléphone au 44 54 64. Les demandes avec curriculum vitae ainsi que les copies des diplômes et certificats certifiés conformes aux originaux sont à adresser à la Direction de la Santé, Villa Louvigny, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg pour le **30.10.2006** au plus tard.

Communiqué par la Direction de la Santé